



DOCUMENT DE CAPITALISATION DE LA 4^e EDITION

Caravane Ouest Africaine

Burkina Faso - Côte d'Ivoire - Mali - Sénégal - Gambie

**Droit à la terre, à l'eau et à l'agroécologie paysanne :
une lutte commune !**



TABLE DES MATIÈRES

I. Contexte :	4
1.1. Objectifs de la caravane :	5
1.2. Objectifs spécifiques par pays	5
1.3. Participant et acteurs impliqués	5
II. Objectifs de la capitalisation	5
III. Réalisation de la Caravane	6
3.1. Lancement de la caravane au niveau des pays.	6
3.2. Lancement officiel de la caravane	6
3.3. Etape du Burkina Faso	6
● Escale de Bobo Dioulasso	6
● Escale de Banfora	8
3.4. Etape de la Côte d'Ivoire	8
● Escale de Ferkessédougou	8
● Escale de Korhogo	9
3.5. Étape du Mali	10
● Escale de Kadiana	10
● Escale de Kolondiéba	11
● Escale de Bamako :	12
● Escale de Kurukanfuga (Kangaba, Mandé) / la « COP des communautés » :	13
● Escale de Kayes :	14
● Visite du fleuve Falémé :	14
3.6. Etape du Sénégal.....	14
● Escale de Tambacounda.....	14
● Escale de Linguère.....	15
● Escale de Kojolel.....	16
● Escale Saint-Louis.....	18
● Escale de Ndiael	18
3.7. Étape de Gambie.....	19
● Escale de Brikama.....	19
● Escale de Serekunda.....	19
IV. Méthodologie.....	21
V. Résultat et Impact.....	22
VI. Témoignages.....	22
VII. Leçons Apprises.....	23
VIII. Recommandations.....	24
8.1. Les recommandations par pays :	24
8.2. Les recommandations à la CEDEAO :	25
8.3. Les recommandations Générales de la caravane :	25
IX. Bonne pratique stratégique efficace et innovante de la caravane.....	26
X. Conclusion.....	27

I. Contexte

La terre, l'eau, les forêts et les semences paysannes constituent un patrimoine commun et sacré en Afrique. Elles sont indispensables à la survie de l'humanité et de la biodiversité, à la stabilité climatique et au développement durable. Leur préservation est une nécessité et une responsabilité collective. Elles ne doivent pas être des objets de marchandisation, ni d'accaparement au profit d'intérêts privés ou multinationaux. Mais, gouvernées de façon responsable pour le bien de nos sociétés/communautés, notre environnement, notre économie et notre alimentation débouchant sur un développement durable harmonieux gage de l'équilibre mondial.



En Afrique subsaharienne, où plus de 80 % de la population dépend de l'agriculture familiale, l'accès, le contrôle et la sécurisation de ces ressources naturelles sont essentiels aux moyens de subsistance des communautés. Bien que ces droits soient reconnus par plusieurs instruments nationaux et internationaux, ils sont de plus en plus reniés et même déniés.

Toutefois, la protection et la gestion équitable de ces ressources, associées à l'égalité des genres et à la justice climatique, sont des conditions sine qua non à la souveraineté alimentaire. Elles reposent sur l'agroécologie paysanne, la préservation de la biodiversité et des semences paysannes, la gestion durable de l'eau, ainsi que le renforcement de l'économie solidaire et du consommé local.

Pour faire face à ces défis, la CGLTE OA a initié depuis 2016, une caravane parcourant 3 à 5 pays de l'Afrique de l'ouest chaque deux ans. Cette caravane se fixe pour mission d'une part d'échanger avec les communautés rurales sur les difficultés auxquelles elles sont confrontés d'y réfléchir à des pistes de solu-

tions et d'autre part de catalyser le dialogue social avec les autorités locales et nationales avec en toile de fonds un plaidoyer accru pour une gouvernance responsables des ressources naturelles.

Après 2016, 2018 et 2021 la Convergence a initié, la quatrième édition de la **Caravane ouest-africaine « Droit à la Terre, à l'Eau et à l'Agroécologie Paysanne : une lutte commune ! »** qui s'est déroulée du 6 novembre au 1^{er} décembre 2023 à travers cinq pays : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et la Gambie.

Cette caravane a regroupé plus de 300 participants, dont 90 femmes, issues de diverses organisations paysannes, mouvements sociaux et ONG. Les motivations qui ont conduit à l'organisation de cette caravane incluent la nécessité de sensibiliser les communautés sur les enjeux du changement climatique, de promouvoir l'agro écologie paysanne comme alternative à l'agriculture dite conventionnelle, et de renforcer le plaidoyer pour des politiques favorables à la souveraineté alimentaire.



1.1. Objectifs de la caravane :

Placée sous le signe de l'urgence climat, cette édition avait pour objectif général de Contribuer au renforcement de la lutte contre les phénomènes de changement climatique par l'éveil de conscience et la promotion de l'Agroécologie paysanne comme alternative aux fausses solutions à travers un plaidoyer auprès des communautés et des autorités en vue de garantir notamment la souveraineté alimentaire.

Spécifiquement il s'agissait de :

- Sensibiliser les communautés notamment les femmes et les jeunes des villes et villages escales tout au long des pays itinéraires sur les enjeux et défis de l'urgence climatique et la nécessité de changement de comportement en s'adaptant au contexte par des actions qui contribueront à réduire les gaz à effets de serre (GES) ;
- Promouvoir l'agroécologie paysanne dans les terroirs à travers l'identification et le partage des expériences, innovations et pratiques en Afrique de l'Ouest et plaider pour son inscription systématique dans les politiques publiques et les plans locaux, nationaux et sous régionaux de développement ;
- Plaider auprès des autorités des pays itinéraires en prélude de la COP 28, pour la construction d'une dynamique commune, en vue d'exiger la révision de l'article 6 de l'Accord de Paris afin de protéger les terres des communautés contre les multinationales et leurs alliés ;
- Remettre aux autorités politiques et administratives des pays itinéraires, les documents stratégiques de plaidoyer dont le Livret vert de la Convergence, l'Engagement de chefs coutumiers, la déclaration de la société civile Africaine sur le partenariat UE/UA et la Déclaration des communautés sur le climat issue des caravanes nationales Tambour Climat pour une prise en compte effective des préoccupations des peuples africains dans les politiques et processus de décision relatifs aux ressources naturelles.

1.2. Objectifs spécifiques par pays

- **Burkina Faso** : Sensibiliser sur les impacts du changement climatique et promouvoir l'accès des femmes à la terre.

- **Côte d'Ivoire** : Renforcer le plaidoyer pour l'accès des femmes et des jeunes à la terre.
- **Mali** : Sensibiliser sur la gestion des ressources naturelles et les droits fonciers.
- **Sénégal** : Promouvoir l'agro écologie paysanne et la gestion durable des ressources.
- **Gambie** : Renforcer les initiatives locales pour la protection des ressources naturelles.

1.3. Participants et acteurs impliqués

Les participants comprenaient des jeunes, des femmes, des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, des transformateurs des produits locaux, ainsi que des représentants d'organisations de la société civile et des autorités locales. Chaque pays a vu une mobilisation significative des communautés locales, avec une attention particulière portée aux groupes vulnérables.

La Coordination générale a été assurée par la CGLTE OA et l'organisation au niveau des pays itinéraires par les points focaux à travers les plateformes nationales. Le soutien logistique et la mobilisation des communautés ont été faits avec l'appui des organisations locales et des communautés rurales. Quant aux autorités locales et nationales, elles ont facilité la tenue des rencontres et des activités ainsi que le passage de la caravane dans leur pays et/ou localité.

II. Objectifs de la capitalisation

A l'instar des précédentes éditions, l'enjeu de la capitalisation de la 4ème édition de la caravane ouest africaine est de contribuer à assurer la pérennité des résultats atteints et de permettre à d'autres de s'en inspirer. Plus spécifiquement, il s'agit de :

- permettre aux OSC et les communautés de renforcer leurs activités d'appui et de plaidoyer sur les thématiques de la CGLTE-OA ;
- mettre en valeur et de faire connaître au plus grand nombre les activités qui ont été menées tout au long de la caravane (avant, pendant et après) ;
- prioriser les approches et enseignements tirés de cette caravane et de les partager avec les acteurs et les partenaires ;
- améliorer les démarches pour pérenniser les acquis de la caravane.

III. Réalisation de la Caravane

3.1. Lancement de la caravane au niveau des pays.

Comme à l'accoutumé, certaines plateformes nationales ont organisé des activités de lancement de la caravane dans leur pays avant leur départ pour les pays de jonction de la caravane. Ces activités ont porté sur entre autres, des conférences de presse et des débats, des foras, des marches, etc.

3.2. Lancement officiel de la caravane



Le lancement de la caravane a eu lieu le 6 novembre 2023 à la maison de la culture de Bobo Dioulasso au Burkina Faso en présence de nombreuses autorités traditionnelles, politiques et administratives ainsi que des partenaires techniques et financiers. Le représentant du Gouverneur a ouvert l'évènement, permettant d'aborder des thématiques cruciales liées au changement climatique. Des panels de communication ont été organisés avec des sujets tels que la gouvernance foncière, la promotion des semences paysannes et le rôle des chefs coutumiers dans l'agro écologie paysanne. Les échanges ont favorisé le partage d'expériences et des analyses critiques sur les dynamiques d'intervention.



Le lancement a pris fin par l'ouverture de la foire des produits locaux avec la visite des stands en majorité tenue par les femmes transformatrices.

3.3. Etape du Burkina Faso

❖ Escale de Bobo Dioulasso

A la suite du lancement de la caravane, les activités de cette première escale dans le pays des hommes intègres ont eu lieu du 06 au 07 novembre :

❖ Des Panels

Trois panels ont été animé au cours duquel plusieurs sujets en lien avec le thème du changement climatique ont été discutés entre les caravanier.e.s et les organisations paysannes avec un accent sur les échanges d'expériences et d'analyses critiques constructives. Le premier panel conduit par l'APEDR, a débattu du « **Changement climatique et gouvernance foncière : quelles alternatives pratiques pour un accès sécurisé des jeunes et des femmes à la terre, à l'eau et aux semences paysannes ?** »

Le second initié par FIAN et COASP Burkina a abordé la « Promotion des semences paysannes dans un contexte de crise sécuritaire ». Le rôle et la place des chefs coutumiers dans la promotion de l'agroécologie et de la sécurisation foncière furent abordés au cours du troisième panel intitulé « Politique agroécologique et rôle de la chefferie coutumière »



Les panels, ont ressorti les constats suivants :

- la vulnérabilité des femmes face aux changements climatiques, d'où la priorisation de leur autonomisation à travers des actions d'adaptation et d'atténuation. A cela s'ajoute le renforcement de leurs capacités en plaidoyer, au suivi des politiques et la gestion durable des terres, la promotion de l'agroécologie, la transformation des PFNL.
- La forte menace pesant sur la sauvegarde des semences paysannes et des systèmes semen-

ciers paysans qui constituent pourtant le socle de la sécurité alimentaire, d'où la présentation de la stratégie nationale de développement de l'agroécologie au Burkina Faso et son plan d'actions.

- L'importance des chefs coutumiers comme étant détenteurs de pouvoirs ancestraux qu'ils utilisent pour promouvoir la cohésion sociale et la paix.

❖ La foire des produits locaux

Dans le but de valoriser le « consommer local » et l'agroécologie paysanne, une foire d'exposition s'est tenu du 6 au 7 novembre 2023 dans l'enceinte de la Maison de la culture avec une trentaine d'exposants. Les produits agroalimentaires et artisanaux ont été mis en avant par les exposant.es en majorité des femmes transformatrices.

Du beurre de karité, du soumbala, de la farine précuite de céréales locales, les jus locaux constituaient les produits d'origine agroalimentaire. Les PFNL étaient composés d'huile extrait des produits forestiers, de feuilles, de poudre de moringa, de baobab, de néré ; de savons issus d'huile de balanites, de neem. Quant aux produits artisanaux on notait les kokodonda, les Faso dafani, issus du coton local et fabriqués par les artisans locaux.

Enfin, cet événement a permis d'élargir les carnets d'adresse des exposants, facilitant ainsi des mises en relation avec des clients potentiels.

❖ La Parade



Le 7 novembre 2023, la parade a rassemblé environ 400 personnes. Sur une distance de près de 5 kilomètres, les marcheurs ont fait passer des messages clés notamment, la protection de la planète, la nécessité d'agir contre les changements climatiques, l'accès à l'eau, la réduction

des émissions de gaz à effet de serre, les accaparements des Terres avec cette nouvelle forme sou tendue par la taxation carbone relative à l'Article 6 de l'Accord de Paris, etc...



❖ La Remise des documents de plaidoyers

Un plaidoyer sur l'accès des femmes au foncier, la pratique de l'agroécologie paysanne, les enjeux de l'accaparement des terres et la quête d'une justice climatique, a été fait au Gouvernorat auprès de Mme Mariam Konaté/Gnanou, la Gouverneure des Hauts-Bassins.



Cette dernière a salué à juste titre cette stratégie de plaidoyers et a noté qu'aujourd'hui cela constitue une préoccupation effective des autorités nationales. « si rien n'est fait, c'est l'avenir qui est incertain ».

❖ Les Visites Terrain

Des visites de site, notamment d'une entreprise de production de compost bio et d'un centre agroécologique, ont permis de découvrir des





innovations en matière de résilience climatique. Elles ont mis en lumière l'importance de l'agroécologie paysanne et des initiatives locales pour faire face aux défis environnementaux.

→ Escale de Banfora

À Banfora le 08 novembre, la caravane a rendu hommage à Feu Docteur Dakuyo, un pharmacien et tradi-thérapeute respecté, avant de poursuivre avec des rencontres de plaidoyer. Les caravaniers ont été accueillis par l'associ-



ation Munyu, qui œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des femmes. Cette rencontre a permis de discuter des approches de résilience climatique et de porter des plaidoyers pour relever les défis locaux. Le Gouverneur de la région des cascades a également reçu la caravane, promettant de transmettre les recommandations aux autorités compétentes.



Les plaidoyers ont porté sur des thèmes essentiels tels que l'accès sécurisé des femmes à la terre, la gestion des ressources en eau et la promotion des semences paysannes. Les femmes productrices ont exprimé leurs préoccupations concernant l'accès à la terre et la nécessité d'une meilleure gestion des ressources en eau. Les échanges ont été riches et ont permis de renforcer les liens entre les caravaniers et les acteurs locaux.

L'escale de Banfora, la dernière du pays a pris fin au Gouvernorat par la lecture des déclarations et la remise du Livret vert au Gouverneur de la région des Cascades.

3.4. Etape de la Côte d'Ivoire

L'étape ivoirienne a porté sur deux escales à savoir :

► Escale de Ferkessédougou

L'étape de Ferkessédougou, le 09 novembre a débuté par une marche pacifique pour sensibiliser la population sur les impacts des changements climatiques sur l'agriculture.



► Les Panels

Les panels ont porté respectivement sur les « Changements climatiques et productions maraîchères : Enjeux, défis et perspectives. » et l'« Accès des femmes et des jeunes à la terre ». Les enjeux liés aux productions maraîchères face au dérèglement climatique et à l'accès à la terre pour les femmes et les jeunes ont été analysés. Le représentant de la COPAGEN a démontré la responsabilité de l'agriculture dite conventionnelle dans l'accentuation des changements climatiques avec près de 35 % d'émissions de gaz à effet de serre. Pour lui, l'agroécologie paysanne constitue une réponse claire à la crise climatique. Quand au Chef de Service à la Direction Départementale du Ministère de la Famille de la Femme et de l'Enfant, il a insisté sur la



nécessité de la mise en place des mécanismes juridiques par les pouvoirs publics permettant à la femme d'avoir un accès sécurisé au foncier et la sensibilisation sur l'adoption de la pratique de l'agroécologie plus respectueuse des droits des paysans.

Les discussions ont mis en lumière les insuffisances de la gouvernance foncière et la nécessité d'accroître la résilience des populations face aux changements climatiques.

Les allocutions, des autorités locales ont souligné l'importance de la lutte pour la sécurisation foncière et la promotion de la l'agroécologie paysanne, suivies de partage d'expériences et de préoccupations des participants concernant les défis rencontrés dans leurs activités agricoles. La déclaration de l'escale a intégré les recommandations formulées lors des échanges.



femmes font face dans leurs activités agricoles du fait du manque d'eau. Le chef du village a été félicité l'initiative de la caravane tout en louant les contributions des femmes dans le développement de son village et même dans la région avant de saluer la présence des ressortissants de 11 pays de l'Afrique de l'Ouest, une première dans le village.



C'est sous une fine pluie que les caravaniers prendront congé des braves femmes et de la communauté de Watchap mettant du coup fin à la première escale du périple dans la région du Tchologo.



► Visite aux communautés de Watchap

Danses traditionnelles et les chants, ont rythmé l'accueil chaleureux des caravaniers dans le village de Watchap, situé à environ 15 km de la ville de Ferkessédougou par la communauté à travers une grande mobilisation des femmes et des jeunes.

Cette visite a porté sur une rencontre d'échanges avec les communautés sur les effets des changements climatique et la visite du champ collectif des femmes du village. Elle a permis de mieux s'imprégner des difficultés auxquelles les



* Escale de Korhogo

A Korhogo le 10 novembre, à la suite de la cérémonie d'ouverture marquée par des interventions de personnalités locales et des représentants des organisations de la société civile, les activités ont porté sur :

* Une Conférence :

Les conséquences de la migration des jeunes filles dues aux changements climatiques ont été abordées. Madame SANOGO, la représentante du Directeur Régional du Ministère de l'agriculture a souligné que les changements climatiques, sont principalement causés par les activités humaines telles que l'agriculture industrielle, l'utilisation d'engrais chimiques, la déforestation et ces aléas. Ils constituent un obstacle majeur aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire. Un accent a été mis sur les impacts des changements sur les moyens d'existence des populations, en particulier des femmes.



Les échanges ont permis de discuter des solutions à mettre en place pour réduire la migration des jeunes filles. La communicante a préconisé le développement de technologies agricoles adaptées, notamment des systèmes d'irrigation et de gestion de l'eau, ainsi que l'autonomisation économique des femmes à travers des activités génératrices de revenus.



La nécessité d'un plaidoyer auprès des décideurs afin qu'ils adoptent des mesures fortes pour soutenir les paysans, en particulier les femmes, et renforcer la souveraineté alimentaire a été recommandée.

* Un Film documentaire :

Réalisé par l'Association pour la Défense des Droits des Aides ménagères et Domestiques Côte d'Ivoire (ADDAD), dans la localité d'Ayenoua dans le département d'Aboisso, ce film documentaire met en exergue les difficultés



rencontrées par les jeunes filles migrantes en quête d'emploi dans les grandes villes. Il a permis, d'attirer l'attention des autorités sur la nécessité de ratifier la Convention n° 189 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur les travailleurs domestiques.

* La Visite du village artisanal de Waragnéné :

Les activités de la caravane dans la capitale du Poro se sont achevées avec la visite du village artisanal de Waragnéné. Visite ayant permis de découvrir le processus de transformation du coton en divers articles (pagnes, vêtements, sacs à main pour les femmes et porte-documents, etc...). Il a permis de découvrir les initiatives locales en matière de développement durable



3.5. Étape du Mali

Elle a été marquée par quatre (4) grandes escales : Kadiana, Kolondiéba, Bamako, Kuru-kanfuga au Mandé, et enfin Kayes.

▲ Escale de Kadiana

L'escale de Kadiana a coïncidé avec la célébration de la journée des légitimités du Mali le 11





novembre. Les caravaniers ont été accueillis par les autorités locales : Préfet, l'ensemble des chefs de village, des maires et des sous-préfets du cercle de Kolondiéba ainsi que le Sous-préfet de Debeté de la Côte d'Ivoire.

Les messages de plaidoyer ont porté sur l'arrêt des accaparements des ressources naturelles, le vivre ensemble, la paix et la sécurité dans le sahel, en plus de la nécessité d'adopter des comportements visant à atténuer les effets des changements climatiques. La coupe abusive des bois pour la fabrication de charbons et l'orpaillage non encadré qui sont des phénomènes qui prennent de l'ampleur dans le cercle (préfecture) de Kolondiéba ont été aussi mis en lumière.

Enfin, les caravaniers ont remis des documents de plaidoyer au Préfet, tout en soulignant l'importance de la protection des ressources naturelles.



◆ Escale de Kolondiéba

Le 12 novembre, les activités de l'escale ont porté sur :

◆ La conférence :

Elle a porté sur « La gouvernance foncière, l'orpaillage, la préservation de l'environnement et l'accès des femmes à la terre » avec des témoignages poignants des femmes sur leur vulnérabilité face aux effets du changement climatique suivis de partage d'expériences et d'interpellation des autorités sur l'application des textes existant en matière de foncier. Les

acquis de la Loi portant sur le Foncier Agricole mettant l'accent sur la prise en compte effective des terres des communautés et l'implication des communautés dans la gestion foncière au niveau de leur village à travers la mise en place des commissions foncières villageoises a été mis en avant comme expérience Malienne.

◆ La visite du champ collectif des femmes de la COFERSA :

La visite du champ collectif des femmes de la COFERSA a mis en lumière les pratiques agro écologiques mises en place pour faire face aux défis environnementaux. Le champ d'une superficie de deux (02) hectares a été offert à l'association par les autorités coutumières et administratives de Kolondiéba pour le maraichage, l'élevage, l'aviculture, la pisciculture et la culture des céréales.



A l'instar des femmes de Watchap (Côte d'Ivoire), celles de Kolondiéba sont confrontées aux mêmes problèmes d'eaux. La réalisation d'un forage performant pour pérenniser leurs activités a été sollicitée.

◆ La visite du site d'orpaillage de Konifulala :

La visite a permis aux caravanier.eres de sensibiliser les orpailleurs aux conséquences de leurs activités sur le couvert végétal, l'environnement, la faune et la santé humaine. Il ne s'agissait pas de remettre en cause leur activité économique, mais de les amener à prendre conscience des dommages causés par l'orpaillage en particulier sur la santé humaine et celle des animaux. Des recommandations ont été formulées, notamment la restauration des sites dégradés, l'utilisation de produits toxiques homologués et le port d'équipements de protection. Les orpailleurs se sont engagés à réhabiliter les espaces exploités et à prévenir la contamination des ressources naturelles. Ils ont salué l'initiative et souhaité la poursuite de ces actions de sensibilisation au Mali et dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest.



Les recommandations formulées lors de cette escale ont été axées sur la nécessité d'une meilleure gestion des ressources naturelles.

➤ **Escale de Bamako :**

Deux activités ont marqué l'étape : la rencontre de l'alliance des chefs coutumiers et traditionnels et l'évaluation de la Caravane à mi-parcours.

➤ **Rencontre des rois/reines, chefs coutumiers et religieux de l'Afrique de l'ouest et du Centre**

Tenue à Bamako les 13 et 14 Novembre sous la présence effective de Sa Majesté Moussa Hadi Gourgoudou roi de Zinder (Niger) et président de l'ACTC AOC, la rencontre a regroupé plus de quarante participants, dont seize chefs coutumiers et religieux issus de plusieurs pays africains, ainsi que des universitaires, des représentants religieux et des acteurs de la société civile.



Elle visait à renforcer la lutte contre le changement climatique par la sensibilisation des communautés et les autorités, tout en promouvant l'agroécologie paysanne comme alternative aux fausses solutions et en défendant la souveraineté alimentaire. Les travaux ont permis de revisiter la dynamique de la CGLTE-OA, la justice climatique, et d'actualiser le plan d'action des chefs coutumiers et l'adoption d'une déclaration solennelle.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par des appels à l'engagement des autorités traditionnelles, des universitaires et des leaders religieux dans la sensibilisation et la mobilisation des communautés face aux défis climatiques. Sa Majesté Moussa Hadi Gourgoudou a salué le rôle de la CGLTE-OA dans la sensibilisation au changement climatique en Afrique de l'Ouest et a invité les chefs traditionnels à soutenir davantage les actions de la caravane.

Le Dr KOROGONE Méré Eloi, juriste béninois spécialisé en droit de l'environnement et du foncier, a présenté une communication sur la justice climatique et le rôle des chefs coutumiers et des rois africains dans la lutte contre le changement climatique. Il a souligné la nécessité de préserver les écosystèmes, de renforcer la gouvernance foncière et environnementale et de promouvoir une collaboration entre les normes juridiques locales et étatiques. Selon lui, les autorités traditionnelles doivent contribuer à la sécurisation des rapports foncier-environnementaux, à la gestion durable des ressources naturelles et à la sensibilisation des communautés.



Les échanges ont également mis en évidence les impacts des activités minières et forestières sur l'accaparement des terres et rappelé que l'Afrique, bien que peu émettrice de gaz à effet de serre, subit de manière disproportionnée les effets du changement climatique.

Enfin, les chefs coutumiers et traditionnelle présents se sont engagé à lutter pour la justice climatique à travers déclaration Solennelle sur les Changements Climatiques.



➤ L'Assemblée Générale à mi-parcours



Parallèlement à la rencontre des chefs coutumiers, une assemblée générale à mi-parcours s'est tenue le 14 novembre. Assemblée qui a mis l'accent sur les acquis, les insuffisances et les perspectives d'amélioration sur le plan de l'hébergement, la restauration, les animations. La décision d'activer les commissions environnement, communication et sanitaire a été prise à cet effet.



© Escale de Kurukanfuga (Kangaba, Mandé) / la « COP des communautés » :

En marge de la COP28 de Dubaï, la CGLTE-OA a organisé le 15 novembre 2023 à Kurukanfuga, dans le Mandé, la «**COP des communautés**» dans le cadre de la 4^e édition de la caravane pour la sauvegarde des terres, de l'eau et des semences paysannes.



Cette rencontre, qui a mobilisé plus de 2 000 participants issus de onze pays d'Afrique de l'Ouest, avait pour objectif de porter la vision de la CGLTE-OA sur le climat et de formuler des recommandations pour l'amélioration des politiques climatiques aux niveaux local, national et international.

Les participants ont notamment mis en évidence la dégradation du fleuve Niger et de ses écosys-



tèmes, le rôle essentiel des chefs coutumiers et religieux dans la sensibilisation climatique, ainsi que les migrations provoquées par la sécheresse, les mauvaises récoltes et la pauvreté rurale, qui poussent de nombreux jeunes vers l'exode. En outre, à travers un sketch, les membres de l'ADDAD Mali ont montré les avantages et les inconvénients de la migration surtout chez les filles,

Kurukanfuga fut un véritable espace de plaidoyer avec les déclarations de l'Alliance des Chefs traditionnels, Rois et Reines d'Afrique de l'Ouest de la CGLTE-OA, renforcées par les témoignages des communautés sur les impacts du changement climatique.

Auparavant, une équipe de la plateforme na-



tionale de la CGLTE OA à travers la CMAT a été reçue par le Premier Ministre du Mali, le Dr Choguel Kokalla MAIGA qui a félicité et encouragé la CGLTE OA pour l'initiative.

❑ Escale de Kayes :

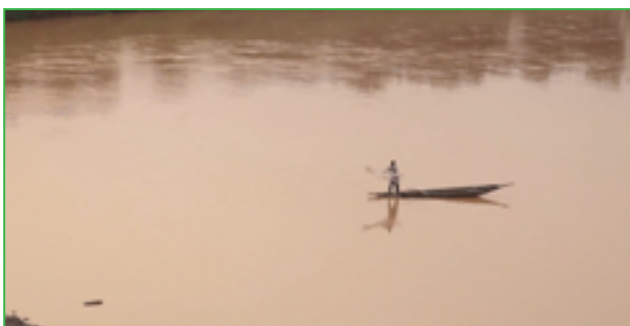
❑ Marche et remise du Livret vert



Le périple dans la capitale des rails, Kayes le 18 novembre a été essentiellement marquée par la marche pacifique rythmée par des slogans en lien avec la sécurisation des terres, l'eau et les semences paysannes et la protection du climat qui a pris fin au Gouvernorat de la région avec l'accueil des autorités politiques et administratives (gouverneur, élus politiques, services techniques, responsables des organisations paysannes, sociétés civiles).



Après avoir reçu les documents de plaidoyer notamment le livret vert de la convergence, le Gouverneur de la région de Kayes s'est exprimé en ces termes : « Quand nous nous unissons, nous pourrions profiter de nos richesses, nous pourrions profiter de nos terres. Vous voir ensemble ici ce matin à Kayes me fait chaud au cœur... ».



❑ Visite du fleuve Falémé :

Dernière escale du pays, les caravanier.e.s ont constaté le niveau élevé de la pollution du fleuve Falémé à Diboli localité frontalière au Sénégal 18 novembre.

Le fleuve Falémé qui servait de maraîchage et de pêche est en voie de disparition à cause de l'action de l'homme. Le dragage par les orpailleurs artisanaux a non seulement changé la couleur de l'eau qui est devenue complètement jaunâtre, mais a décimé également les espèces aquatiques et rendu impropre l'utilisation de l'eau.

L'urgence du renforcement des actions de grande sensibilisation et de prendre des décisions politiques importantes pour sauver cette ressource très importante à plusieurs titres s'imposent.

3.6. Etape du Sénégal

➤ Escale de Tambacounda

La caravane a été accueillie à Tambacounda par une foire d'exposition de produits locaux. Les activités de cette première escale ont porté sur :

➤ Les Panels thématiques « Espaces Jooko »

Le 20 novembre 2023, un forum d'échange sur le foncier, l'agroécologie et la gestion durable des ressources naturelles s'est tenu à Tambacounda sous la présidence du Préfet. Il a réuni les autorités administratives et locales ainsi que les membres de la plateforme DyTAEL (Dynamique pour une Transition Agroécologique Locale).



Les différentes interventions ont souligné l'importance de l'agroécologie paysanne face aux défis liés à l'insécurité foncière, à la marchandisation des terres et à la dégradation des ressources naturelles. Les participants ont insisté sur la

nécessité de préserver les terres agricoles afin de garantir la souveraineté et la sécurité alimentaires.

Ce forum initié par la DyTAEI dans le cadre de la caravane ouest-africaine vise à sensibiliser les populations et les décideurs sur leurs responsabilités environnementales et à promouvoir les revendications des mouvements sociaux en faveur d'une gouvernance responsable des ressources naturelles.



Les travaux ont porté sur quatre thèmes principaux : la valorisation des produits locaux, la sécurisation foncière, le rôle des mouvements sociaux dans la justice climatique et la protection des ressources productives (eaux et forêts). Les échanges ont mis en évidence plusieurs problèmes, notamment la pollution des eaux, la mauvaise gestion des terres, l'urbanisation rapide, la déforestation et les difficultés d'accès sécurisé au foncier.

En conclusion, les participants ont reconnu que l'agroécologie paysanne constitue une solution durable pour la protection des terres et des ressources naturelles. Ils ont également affirmé que les politiques agricoles et foncières sont étroite-

ment liées et que l'agroécologie peut contribuer à une meilleure gouvernance foncière et au développement durable.

Les autorités locales se sont engagées à prendre en compte les recommandations issues des échanges.

► La Remise des documents de plaidoyers :



Les caravanier.e.s encadré.e.s par des forces de l'ordre, ont marché jusqu'au Gouvernorat où les documents de plaidoyer ont été remis au Gouverneur de la région. Ce dernier a remercié et encouragé la convergence avant de promettre de transmettre à la plus haute autorité les documents reçus dans les plus brefs délais.

* Escalade de Linguère

A Linguère, la caravane a été marquée par un panel sur le pastoralisme face au changement climatique et une marche pacifique.

* Le Panel sur le pastoralisme face au changement climatique

Il a eu lieu le 22 novembre à l'ENO de Linguère autour de deux thèmes principaux : les défis du pastoralisme face aux changements climatiques dans le Sahel et la transformation des sous-produits animaux comme alternative aux importations.

Au cours de ce panel, autorités locales, partenaires, organisations de la société civile et communautés ont souligné les effets néfastes des changements climatiques, l'accaparement des terres et les menaces pesant sur les activités agro-sylvo-pastorales.





Les intervenants ont également évoqué les avancées liées à la révision du code pastoral ainsi que les menaces qui pèsent sur le Ranch de Doli, espace communautaire à vocation pastorale.

Le porte-parole de la CGLTE-OA a rappelé que Linguère a été choisie en raison de son rôle dans les luttes contre l'accaparement des terres et des défis particuliers auxquels fait face la zone sahélienne. Le Préfet de Linguère a reconnu la gravité des changements climatiques et insisté sur la nécessité d'actions concrètes pour garantir un accès équitable à la terre, facteur de paix sociale et de développement durable.

Les échanges sur la transformation des sous-produits animaux ont permis d'identifier plusieurs difficultés, notamment la conservation et la transformation des produits d'élevage, en particulier le lait et ses dérivés. Parmi les solutions proposées figurent la modernisation du secteur, la promotion d'une production sans produits chimiques, le renforcement des stratégies de résilience climatique, l'entretien des points d'eau, le reboisement, la valorisation de l'agroécologie paysanne et une plus grande implication des autorités coutumières dans la gestion foncière.

Le panel a également constitué un cadre de partage d'expériences, de dialogue et de plaidoyer en faveur de la sécurisation foncière, de la transhumance et du développement durable des communautés pastorales.



* La Remise des documents de plaidoyer :

A la suite d'une marche pacifique, les caravanier.e.s ont remis des documents de plaidoyer de la CGLTE-OA au Préfet qui a remercié et encouragé les participant.e.s et a promis de transmettre le document à la plus haute autorité du pays.



□ Escale de Kojolel

L'escale de Kojolel a mis en avant le travail des femmes dans la collecte et la transformation du lait local avec la visite du centre de collecte de lait et le forum des femmes du secteur informel, le 23 novembre.

□ L'Accueil et visite du centre de collecte de lait

Le village de Kojolel a été choisi comme escale afin de rendre hommage à Adam Lam Ka, une femme engagée dans l'élevage et la transformation du lait local. Grâce à son courage, sa détermination et son implication dans les différentes éditions de la Caravane, elle a bénéficié de l'appui de la CGLTE-OA, ainsi que de partenaires





comme HEKS EPER et CERFLA, pour renforcer son autonomie économique. Son engagement lui a également permis d'obtenir le soutien des autorités pour la création d'une unité de production de lait local.

Cette escale visait également à mettre en lumière le rôle des femmes, notamment celles du secteur informel, dans le développement économique et social. Les caravaniers ont visité le centre de collecte de lait géré par les femmes du village afin de découvrir son fonctionnement et son impact.



Dans son mot d'accueil, le chef du village a salué la présence d'une délégation venant de 14 pays et a rendu hommage à Adam Lam Ka pour son parcours exemplaire.

Les participants ont ensuite assisté à un sketch présenté par l'Association pour la Défense des Droits des Aides Ménagères et Domestiques



(ADDAD) du Sénégal et ont profité de cette tribune pour interpellier les autorités sur la nécessité de mieux protéger les droits des aides ménagères et domestiques en agissant notamment sur la valorisation de leur salaire, la protection sociale, le congé annuel et un meilleur accès à la formation professionnelle.

□ Forum Ouest Africain des femmes du Secteur Informel



Suite à une recommandation issue de la Caravane de 2018, la CGLTE-OA a mis en place un programme d'appui destiné à renforcer l'autonomisation économique des femmes du secteur informel. Entre 2019 et 2023, 18 groupements de femmes répartis dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal) ont bénéficié d'un accompagnement technique et financier grâce aux partenaires de la Convergence.

C'est dans cette dynamique que ce forum a été organisé pour offrir à ces femmes un espace d'échanges, de partage d'expériences et



de réflexion sur leurs parcours. Il les a permis d'exposer les résultats obtenus, de discuter des difficultés rencontrées dans leurs activités et de formuler des recommandations pour renforcer leurs perspectives de développement et d'autonomisation.

Le forum a été très riche en témoignages et des échanges d'expériences entre les participantes.

♦ **Escale Saint-Louis**

A cette escale le 25 novembre, un forum s'est tenu au lycée des jeunes filles Ameth Fall. Après l'exécution de l'hymne de la Caravane ouest-africaine, la session a été animée par la plateforme locale AAR SUNU AALAM, engagée dans la protection de l'environnement et du littoral.



Les discussions ont porté sur deux thèmes principaux : l'impact de l'avancée de la mer sur les habitats terrestres et les effets du changement climatique liés à l'exploitation du gaz et du pétrole. Les intervenants ont souligné les conséquences de l'érosion côtière sur le foncier, les populations riveraines et la pêche artisanale, entraînant notamment des difficultés socio-économiques et une augmentation de la migration des jeunes.

Les participants ont identifié plusieurs causes de ces problèmes, notamment le déficit sédimentaire, l'extraction de sable marin, le ruissellement des eaux et l'occupation anarchique des terres. Parmi les solutions proposées figurent le réaménagement des zones vulnérables, la protection de la Langue de Barbarie et la promotion d'initiatives communautaires de résilience.

À l'issue des débats, plusieurs recommandations ont été formulées : renforcer les plateformes de



lutte contre les catastrophes naturelles, limiter l'exploitation des hydrocarbures, améliorer la gestion des ressources halieutiques entre le Sénégal et la Mauritanie, associer davantage les populations aux décisions concernant les ressources naturelles, intégrer la question de l'immigration clandestine dans les prochaines éditions de la Caravane et supprimer les constructions situées dans les zones à risque d'inondation.

Le forum a ainsi mis en évidence l'urgence de renforcer les actions de protection de l'environnement et d'adaptation aux changements climatiques afin de préserver les moyens de subsistance des communautés côtières de Saint-Louis.

✱ **Escale de Ndiael :**



Après Saint Louis, le 26 novembre, la caravane a pris la destination de Ndiael dans le département de Dagana, commune de Ngnith, région de Saint-Louis pour rencontrer la communauté victime d'accaparement de terre depuis 2012.

En plus des caravanier.e.s, cette rencontre a regroupé toutes les catégories socio-professionnelles et culturelles de la localité (jeunes femmes, autorités coutumières et religieuses, élu.e.s communaux, les personnes impliquées dans la lutte contre l'accaparement de la réserve, la presse, etc.).



Cette visite visait à apporter le soutien de la caravane aux communautés de N'Diael. Elle a été marquée par plusieurs interventions et témoignages qui ont permis à la caravane et à la presse de bien comprendre la problématique et d'apporter tous les soutiens à la communauté victime d'injustice.

♦ Intervention de Ardo SOW :



Fils de la localité et membres de la convergence, il est revenu sur l'historique de la réserve de Ndiael. Selon lui « la réserve s'étend sur 4 communes et couvre 32 villages dont la majorité agro-pasteurs.

Une réserve de 46 550 hectares, initialement classée depuis 1965, a été sujette à des modifications importantes au cours des dernières décennies. En 2012, à l'approche de la fin du mandat présidentiel, des décisions ont été prises pour déclasser une partie de cette réserve, soit 26 550 hectares, au motif d'une utilité publique présumée. Cependant, avec l'arrivée d'un nouveau régime, ce décret a été annulé, suivi de l'abrogation du propre décret émis par ce nouveau régime, ce qui a eu pour effet de restreindre les droits octroyés à l'entreprise italienne Tampieri pour l'exploitation des agrocarburants.

Au fil des années, cette situation a engendré des pertes financières importantes pour ladite entreprise, conduisant finalement à la cession de ses activités à un homme d'affaires romain. Ce dernier, par ailleurs, était impliqué dans un scandale pétrolier au Sénégal, mettant en lumière les complexités et les défis associés à la gestion des ressources naturelles dont le foncier. Les communautés, soutenues par la société civile, ont persisté dans leur lutte, faisant face à divers obstacles tels que des intimidations et des cas avérés de corruption. Cette résistance perdure jusqu'à ce jour, démontrant ainsi la détermination des acteurs à défendre leurs droits malgré les difficultés rencontrées ».

3.7. Étape de Gambie

➔ Escale de Brikama



La caravane a été chaleureusement accueillie à Brikama le 28 novembre, où une marche a été organisée pour sensibiliser la population sur les enjeux liés aux changements climatiques. Les autorités locales ont souligné l'importance de la lutte pour la protection des ressources naturelles. Les documents de plaidoyer ont été remis au représentant du Gouverneur avec la promesse de les transmettre aux autorités compétentes.

♦ Escale de Serekunda

À Serekunda, les actions suivantes ont été menées :

♦ Le Forum des ADDAD sur la migration des jeunes filles



Le forum a réuni le 29 novembre les représentants de la Convergence en Gambie, des associations des aides ménagères et domestiques (ADDAD), ainsi que le ministère du Genre et du Travail autour des causes de la migration des aides ménagères et des difficultés qu'elles rencontrent. Les échanges ont mis en évidence que la pauvreté, le manque d'opportunités en milieu rural et les effets du changement climatique poussent de nombreuses jeunes filles à migrer vers les villes, où elles sont souvent victimes de faibles rémunérations, d'exploitation, de violences physiques, verbales et sexuelles, ainsi que de violations de leurs droits.



Les responsables des ADDAD ont présenté leurs actions de sensibilisation, de formation, de plaidoyer, de réinsertion et de prise en charge des victimes dans leurs différents pays. Les représentants du gouvernement gambien ont, quant à eux, souligné la nécessité de lutter contre les inégalités de genre, de mieux protéger les travailleuses du secteur informel et de promouvoir les droits des aides ménagères, notamment à travers la mise en œuvre des normes de l'OIT. Le forum a ainsi réaffirmé l'importance d'une action concertée pour protéger et promouvoir les droits des aides ménagères et domestiques en Afrique de l'Ouest.

◆ La visite sur le site des pêcheurs au bord de la mer :

Le 29 novembre 2023, les caravaniers ont rendu visite aux femmes mareyeuses de Tanji afin de mieux comprendre leurs difficultés auxquelles sont confrontés les acteurs de la pêche. Les échanges ont révélé une raréfaction des ressources halieutiques, due notamment à la pollution des eaux, aux perturbations du cycle de l'eau, aux effets du changement climatique et à la pression exercée par les pêcheurs étrangers. Ces facteurs ont de lourdes conséquences sur l'ensemble de la chaîne de valeur du poisson. Face à cette situation, les participants ont souligné la nécessité de renforcer les actions de sensibilisation et de plaidoyer auprès des autorités afin de mieux protéger les ressources aquatiques au bénéfice des communautés locales.

◆ Forum des femmes du secteur informel :

Le 30 novembre 2023, les femmes du secteur informel ont organisé un forum à Serrekunda, en Gambie. Les travaux ont porté sur un sketch,



un panel et la formulation de recommandations. Le sketch a mis en évidence les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes du secteur informel et les impacts du changement climatique sur leurs activités, tout en soulignant l'espoir placé sur la Convergence pour améliorer leurs conditions de vie.



Le panel, consacré à la mise en place d'un réseau des femmes du secteur informel, a réuni des représentantes de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest. Les échanges ont abouti à des recommandations visant notamment la création de l'Union des Femmes du Secteur Informel (UFSI), la mise en place de structures de coordination et d'outils de communication, le développement de réseaux inter-pays, le renforcement des capacités des femmes en gestion, communication et pratiques agroécologiques, ainsi que l'amélioration de leur organisation et de leur visibilité. Ces recommandations feront l'objet d'analyses approfondies en vue de leur mise en œuvre progressive.

◆ Cérémonie de clôture :

Le 30 novembre, la cérémonie de clôture a été marquée par les interventions des représentants de la Gambie, des aides ménagères et domestiques (ADDAD), des femmes du secteur informel, des chefs traditionnels et de la convergence. Ils ont salué le travail accompli par les



caravaniers, souligné l'importance de la caravane comme espace d'échanges et de sensibilisation, et appelé à une plus grande mobilisation contre le changement climatique, les violences faites aux aides ménagères et la dégradation de l'environnement. Ils ont aussi exprimé leur satisfaction quant aux résultats obtenus et à la nécessité de poursuivre les efforts pour faire entendre la voix des communautés face aux défis du changement climatique...



La déclaration finale, lue en anglais et en français, a réaffirmé l'engagement de la CGLTE-OA à renforcer les synergies entre les acteurs engagés pour la défense de la terre, de l'eau et des semences paysannes, à promouvoir le dialogue politique et la cohésion sociale, et à plaider notamment pour la révision de l'article 6 de l'Accord de Paris sur le crédit carbone.



Au nom du porte-parole de la convergence, un hommage a été rendu aux camarades disparus et les responsables de la PN de la Gambie ont été remercié pour l'accueil avant de préciser que la caravane est avant tout un espace de sensibilisation, de plaidoyer et de solidarité avec les communautés affectées. En outre les acquis obtenus ont été mis en avant, notamment dans la défense des droits fonciers et l'accompagnement des femmes du secteur informel, tout en remerciant l'ensemble des acteurs et partenaires ayant contribué au succès de l'édition 2023.

Enfin, il est noter qu'une grande majorité des caravanier.e.s ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats obtenus et l'importance de poursuivre les efforts pour faire entendre la voix des communautés face aux défis du changement climatique.

IV. Méthodologie

La caravane a été conçue comme un puissant outil de sensibilisation, d'éducation et de plaidoyer, visant à éclairer les populations et les décideurs sur les enjeux critiques liés à l'accaparement des terres, de l'eau et des semences paysannes. S'étalant sur une période de vingt-six jours, cette initiative a mobilisé une série d'activités diversifiées à travers plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, avec des objectifs bien définis : sensibiliser les communautés, promouvoir les pratiques agroécologiques et renforcer les synergies entre les acteurs locaux et les autorités.

Les activités réalisées au cours de la caravane comprenaient un lancement officiel, des conférences publiques, des témoignages poignants de victimes d'accaparement, ainsi que des marches pacifiques pour exprimer les préoccupations des communautés. Des visites de terrain ont permis d'observer des initiatives locales et

des écoles écologiques, tandis que des expositions de produits locaux ont mis en avant les ressources agro écologiques disponibles. Des déclarations ont été remises aux autorités, et des panels de discussion ont favorisé un dialogue constructif entre les différents acteurs impliqués. La distribution d'un livret vert a également été un élément clé, servant de référence sur les pratiques durables et les enjeux de la souveraineté alimentaire.

En somme, la caravane a réussi à établir un espace d'échange dynamique, renforçant la sensibilisation sur les problématiques liées aux ressources naturelles. Elle a également contribué à promouvoir des solutions durables, ouvrant la voie vers un avenir agro écologique plus résilient et équitable pour toutes les communautés impliquées.

V. Résultat et Impact

5.1 Résultats Quantitatifs

- ▶ Participants : plus de 210 personnes, dont 89 femmes en majorité jeune ;
- ▶ Activités réalisées : 18 escales à travers les cinq pays ;
- ▶ Acteurs mobilisés : 20 000 Communautés rurales (paysans, éleveurs, forestiers, femmes du secteur informel, aides ménagères et domestiques) et autres acteurs (étudiants, universitaires, ...)
- ▶ Documents distribués : Livret vert et documents de plaidoyer remis aux autorités locales;
- ▶ Autorités rencontres : 5 Gouverneurs, 5 Préfets, des chefs Coutumiers et religieux ;

5.2. Résultats Qualitatifs

- ▶ Des changements significatifs ont été observés dans les attitudes des participants, notamment une meilleure compréhension des enjeux liés au changement climatique et une volonté accrue de s'engager dans des pratiques agroécologiques.
- ▶ L'émergence d'un mouvement ouest africain des femmes du secteur informel plus organisé, plus visible et davantage engagé dans la

défense de ses droits et de ses moyens d'existence à travers des espaces de sensibilisation, d'apprentissage, de mobilisation et d'autonomisation.

- ▶ L'engagement sans faille des chefs traditionnels et coutumiers de l'Afrique de l'ouest et du centre pour la justice climatique et une gouvernance responsable des ressources naturelles avec un accent sur les femmes et les jeunes.

VI. Témoignages

Témoignages de la caravane

Les témoignages recueillis au cours de la caravane ont été essentiels pour illustrer les réalités vécues par les communautés face aux enjeux d'accaparement des terres, de l'eau et des semences paysannes. Voici quelques extraits significatifs :

- ▶ Témoignages de victime d'accaparement : Plusieurs participants ont partagé leurs expériences personnelles d'accaparement de terres, décrivant comment leurs terres ancestrales ont été prises sans compensation adéquate. Ces récits ont mis en lumière la détresse des familles qui dépendent de l'agriculture pour leur subsistance.
- ▶ Rôle des femmes : Des femmes notamment des membres de l'Association pour la Défense des Droits des Aides Ménagers et Domestiques (ADDAD) et les femmes du secteur informel, ont témoigné des défis qu'elles rencontrent dans leur travail. Elles ont évoqué des cas de violences et de discrimination, tout en soulignant leur détermination à revendiquer leurs droits et à améliorer leurs conditions de travail.
- ▶ Impact des changements climatiques : Des paysans.ne.s et éleveurs ont partagé leurs préoccupations concernant les effets des changements climatiques sur leurs moyens de subsistance. Ils ont décrit des épisodes de sécheresse prolongée, des inondations et des variations imprévisibles des saisons qui ont gravement affecté leurs récoltes et leur bétail.
- ▶ Engagements des Chefs traditionnels : Les chefs coutumiers et traditionnels ont exprimé leurs volontés de jouer un rôle actif dans la lutte contre les injustices climatiques. Ils ont souligné l'importance de la gouvernance foncière et de la protection des ressources naturelles, affirmant leur engagement défendre les droits des communautés.

- Réactions des autorités : Les autorités locales, y compris les gouverneurs et préfets, ont reconnu les défis auxquels font face les communautés. Ils ont exprimé leur soutien aux initiatives visant à sécuriser les droits fonciers et à promouvoir des pratiques agroécologiques, tout en promettant de transmettre les recommandations issues de la caravane à leurs instances respectives.
- Solidarité et mobilisation : Les participants ont témoigné de la solidarité entre les différentes communautés rencontrées. Des échanges d'expériences ont permis de renforcer les liens et de créer un sentiment d'unité face aux défis communs. Les caravaniers ont également exprimé leur gratitude pour l'accueil chaleureux reçu dans chaque escale.

Ces témoignages ont non seulement enrichi les discussions lors des panels et des forums, mais ils ont également servi de base pour les plaidoyers adressés aux autorités, soulignant l'urgence d'agir pour protéger les droits des communautés face aux défis environnementaux et sociaux

A titre illustratif

- Général de Brigade Moussa SOUMARE, Gouverneur de la région de Kayes: «Vous voir ensemble ici ce matin à Kayes me fait chaud au cœur. Votre combat, ce combat noble qui est la préservation de nos terres. Nous, notre première richesse, c'est la terre, donc il est temps qu'on se lève, il est temps qu'on se réveille pour protéger nos terres. Nos ancêtres l'ont fait pour nous et nous devons le faire pour les générations futures aussi. Vous voir dans ce combat, c'est légitime.»



- Fatoumata, agricultrice au Mali : « Grâce à cette caravane, j'ai appris l'importance de protéger nos semences et promouvoir l'agroécologie. Je suis déterminée à appliquer ces pratiques dans mon champ ».
- Aïssatou membre d'une ONG en Côte D'ivoire : « La caravane a été une véritable école pour nous. Nous avons échangé des idées et des stratégies qui nous aideront à mieux défendre nos droits »
- Moussa, chef traditionnel au Burkina Faso : « Nous avons besoin de ces rencontres pour sensibiliser nos communautés. Le changement climatique est une réalité que nous devons affronter ensemble »

VII. Leçons Apprises.

● Succès

Les éléments qui ont bien fonctionné incluent :

- ◆ La forte mobilisation des acuminantes locales
- ◆ L'engagement des autorités traditionnelles et politiques.
- ◆ La diversité des activités qui ont permis d'atteindre un large public.
- ◆ La pertinence des thématiques pays favorisant l'adhésion des communautés et les autres parties prenantes,
- ◆ L'accueil d'une caravane regroupant des participants de 14 pays a constitué un moment historique pour certaines des communautés visitées et a permis de renforcer leur esprit de solidarité et d'engagement en faveur de la protection des ressources naturelles.



● Défis

Les défis rencontrés comprennent :

- ◆ L'Etat dégradé des routes dans certains pays, qui a affecté le déroulement des activités.
- ◆ La faible mobilisation des ressources financières par les plateformes nationales ;
- ◆ La nécessité d'une meilleure coordination entre les partenaires pour maximiser l'impact des actions.

VIII. Recommandations

Des recommandations ont été formulées pour les pays itinéraires et à l'endroit de la CEDEAO ainsi que les autres dynamiques en lien avec la caravane.

8.1. Les recommandations par pays :

Burkina Faso :

- ◆ Accompagner les organisations de femmes et des jeunes à renforcer les plaidoyers pour l'augmentation des quotas d'attribution des attestations de possessions foncières rurales (APFR) dans les instances de décisions locales ;
- ◆ Renforcer les capacités des femmes et des jeunes dans la veille citoyenne et la gestion efficiente de l'eau ;
- ◆ Promouvoir les semences paysannes sélectionnées dans les récoltes, selon des procédés endogènes, très résilientes en développant la recherche action entre paysans et les chercheurs par les financements adéquats des processus de co-innovations.

Côte d'Ivoire :

- Mener un plaidoyer pour l'accès des femmes à la terre ;
- Appuyer les femmes de Watchap en vue de leur autonomisation d'une part en recherchant des solutions au manque d'eau pour leurs productions agricoles (forage, irrigation etc.) et d'autre part en renforçant leur capacité en agroécologie paysanne afin de les amener à abandonner l'utilisation des engrais, herbicides et pesticides chimiques ;
- Renforcer les capacités de transformation des produits agricoles pour augmenter la plus-value et améliorer les conditions de vie des productrices locales de Korhogo.

Mali :

- Organiser une campagne de sensibilisation des orpailleurs et charbonniers de la zone de Kolondiéba à adopter des mécanismes visant à protéger l'environnement ;
- Faire un plaidoyer auprès des autorités na-

tionales pour la valorisation du site mythique de Kurukanfuga à travers la construction d'un centre d'éducation pour l'enseignement de l'histoire du Mandé et la promotion de la Charte du Mandé qui prône une gouvernance inclusive et partagée ;

- Initier des sessions de sensibilisation des communautés locales sur la protection du fleuve Niger contre le phénomène de dragage et l'utilisation des déchets des produits chimiques dans le lit des fleuves ;
- Plaidoyer pour l'adoption de la politique semencière encours au Mali.

Sénégal :

- Renforcer le capital semencier paysan en démultipliant les foires semencières paysannes afin de les rendre accessible aux communautés paysannes pour une bonne transition agro écologique capable de contribuer à la réduction du réchauffement climatique ;
- Allouer aux éleveurs des espaces dédiés à la culture fourragère pour faire face aux phénomènes de changement climatique et éviter les conflits fréquents entre éleveurs et paysans ;
- Continuer les actions citoyennes de sensibilisation sur l'environnement auprès des communautés pour la protection de l'île de Saint Louis et mener un plaidoyer pour l'arrêt de l'attribution des licences de pêche aux multinationales qui appauvrissent nos mers et réduisent nos pêcheurs en convoyeurs de migrants ;
- Renforcer la mobilisation citoyenne par la sensibilisation et le plaidoyer pour arrêter le phénomène d'accaparement de terre à grande échelle et à rebondissement dans la localité de NDIAEL au nord du Sénégal.

Gambie :

- Promouvoir les politiques nationales de sécurisation des terres et le système des semences notamment paysannes en mettant l'accent sur les impacts du changement climatique ;
- Promouvoir les initiatives de dynamique agroécologie au niveau communautaire ;
- Organiser une Caravane nationale sur les

thèmes de la CGLTE OA sur la terre, l'eau, les semences, le changement climatique et l'agroécologie paysanne.

8.2. Les recommandations à la CEDEAO :

- La mise en place de mécanismes pour une meilleure protection du patrimoine foncier des communautés locales et la reconnaissance des droits coutumiers dans les lois foncières ;
- L'harmonisation des politiques de pêche au niveau sous régional pour une meilleure gouvernance des ressources halieutiques ;
- La Promotion de l'agroécologie paysanne dans les politiques nationales pour une meilleure protection de la biodiversité et une alternative au changement climatique ;
- La prise de mesure urgente pour restituer les terres des communautés victimes d'accaparement de terre Agricole et de pâturage notamment celles de Ndiael,
- L'harmonisation des codes miniers au niveau sous régional en rehaussant la quote-part des Etats avec un taux plancher d'au moins 35% et, veiller à l'application de la Responsabilité Sociétale et Environnementale des Entreprises (RSE) ;
- La mise en œuvre du Protocole de la CE-DEAO pour la libre circulation des personnes et des biens et des mécanismes de suivi pour sa meilleure applicabilité au niveau des frontières ;

8.3. Les recommandations Générales de la caravane :

Actions collectives :

- ✓ Engager des actions collectives de renforcement de capacité des paysan.ne.s locaux et de lutte contre les changements climatiques avec des actions de reboisement, des sessions de formations sur les pratiques de production d'engrais organique et de pesticides naturels, etc.

Communication et Plaidoyer lobbying :

- ✓ Poursuivre le plaidoyer auprès des différentes parties de la COP pour l'adoption de l'Agroécologie paysanne comme alternative aux changements climatiques ;

- ✓ Poursuivre le plaidoyer lobbying pour la révision de l'article 6 de l'accord de Paris, en vue de conserver le statut de bien commun de la terre et non une monnaie d'achat de crédit carbone.

Construction d'alliances

- ✓ Faciliter la mise en place de la plateforme ouest africaine des femmes du secteur informel
- ✓ Poursuivre le renforcement de l'alliance des rois, des chefs coutumiers et traditionnels de l'Afrique.

Evaluation et suivi : il importe après quatre éditions de :

- ✓ Faire un suivi des actions engagées pour assurer la pérennité des projets lancés lors de la caravane ;
- ✓ Engager une évaluation externe dans les pays où la caravane a séjourné pour tirer des enseignements et des difficultés rencontrées, récolter des effets et mettre à l'échelle les bonnes pratiques et innovations des différentes éditions de la caravane auprès des communautés et des décideurs. Également mettre la lumière sur le niveau de changement de pratiques et d'attitudes des décideurs communaux et des autorités politiques et administratives envers les communautés suscitées par les différentes caravanes.

IX. Bonne pratique stratégique efficace et innovante de la caravane

La quatrième édition de la caravane ouest africaine a mis en avant un ensemble de bonnes pratiques, de stratégies efficaces et innovantes qui ont été déterminantes pour son succès. Voici une analyse détaillée des éléments clés qui ont marqué cette initiative.

► Mobilisation communautaire

Avec plus de 200 participants, la caravane a su mobiliser plus de 20 000 tout au long de son parcours, dont une majorité de jeunes et de femmes, issus de diverses organisations paysannes, sociales et communautaires. Cette mobilisation a non seulement créé un sentiment d'appartenance, mais a également renforcé l'engagement des communautés autour des enjeux liés à la terre, à l'eau et aux semences paysannes.

Des activités de sensibilisation ont été menées dans chaque escale, permettant aux participants de mieux comprendre les défis posés par le changement climatique et l'accaparement des ressources. Les témoignages poignants de victimes d'accaparement ont joué un rôle essentiel dans l'éveil des consciences, suscitant une prise de conscience collective sur l'urgence d'agir.

► Stratégies de plaidoyer

Un des points forts de la caravane a été l'élaboration de documents de plaidoyer, tel que le livret vert, qui ont été remis aux autorités locales et nationales. Ces documents contiennent des recommandations claires et des appels à l'action, visant à garantir les droits des communautés face aux menaces qui pèsent sur leurs ressources.

Les rencontres avec les autorités politiques et administratives ont permis d'établir un dialogue constructif. Ces échanges ont été l'occasion d'inviter des décideurs à prendre en compte les préoccupations des communautés dans l'élaboration des politiques publiques, renforçant ainsi la légitimité des revendications portées par la caravane.

► Echanges d'expériences et partage de connaissances

Des panels thématiques ont été organisés, abordant des sujets essentiels tels que la gouvernance foncière, l'agro écologie paysanne, l'extractivisme (orpaillage et pollution des eaux) et les impacts des changements climatiques. Ces discussions ont permis aux participants de partager leurs expériences et de découvrir des bonnes pratiques, favorisant ainsi un apprentissage mutuel.

Les visites de terrain, notamment dans des sites agro écologiques et des champs collectifs, ont offert aux participants l'opportunité d'observer des pratiques innovantes et durables. Cela a renforcé leurs capacités à s'adapter aux défis environnementaux, tout en leur fournissant des outils concrets pour mettre en œuvre des solutions dans leurs propres communautés.

► Utilisation des médias et communication

La caravane a bénéficié d'une couverture médiatique significative, tant au niveau local qu'international. Cette visibilité a permis de sensibiliser un public plus large aux enjeux abordés et d'attirer l'attention sur les luttes des communautés.

Des campagnes digitales ont été menées avant, pendant et après la caravane, utilisant les réseaux

sociaux pour engager des discussions sur les enjeux soulevés. Cette approche a permis de toucher un public varié et de créer un espace d'échange dynamique autour des thématiques de la caravane.

► Innovation dans l'agroécologie

La promotion de l'agroécologie paysanne a été au cœur des discussions, avec des exemples concrets de pratiques réussies partagées par les participants. Ces initiatives montrent comment cette approche peut servir de réponse efficace aux défis posés par le changement climatique, tout en préservant la biodiversité.

La foire des produits locaux a également été un moment fort, valorisant les produits agroalimentaires et artisanaux. Cet événement a mis en avant le savoir-faire local et a encouragé le consommer local, renforçant ainsi les économies communautaires.

► Renforcement des capacités

Des sessions renforcement de capacités sur des sujets variés, tels que la gestion des ressources naturelles, l'agroécologie paysanne, la transformation des produits locaux et le plaidoyer ont permis d'outiller les participants et les communautés avec des compétences pratiques et des connaissances essentielles pour leur engagement futur.

La caravane a également favorisé la création de réseaux entre les femmes du secteur informel, permettant un échange continu d'expériences et de bonnes pratiques. Cela a contribué à renforcer la solidarité et la coopération entre les différentes communautés.

En conclusion, les bonnes pratiques, stratégies efficaces et innovations mises en œuvre lors de la caravane ouest africaine illustrent l'importance de la mobilisation communautaire, du plaidoyer structuré et de l'échange d'expériences pour relever les défis liés à la terre, à l'eau et aux semences paysannes. Ces éléments peuvent servir de cas d'écoles, contribuant ainsi à renforcer la résilience des communautés face aux enjeux climatiques et à promouvoir une agriculture durable en Afrique de l'Ouest.

► Perspectives de la caravane ouest africaine

Cette édition de la caravane a permis de mettre en exergue des enjeux cruciaux liés à la terre, à l'eau et aux semences paysannes, tout en favorisant des échanges enrichissants entre les différentes communautés. À la lumière des activités réalisées et des recommandations formulées,

plusieurs perspectives peuvent être envisagées pour renforcer l'impact de cette initiative et garantir la durabilité des actions entreprises.

Il est essentiel de continuer à renforcer les capacités des communautés, en particulier des femmes et des jeunes à travers des programmes de formation réguliers.

► Soutien aux initiatives agroécologiques

La promotion de l'agro écologie paysanne comme alternative durable aux pratiques agricoles conventionnelles doit être intensifiée. Cela peut inclure le soutien à des projets pilotes d'agroécologie, la mise en réseau des agriculteurs pour partager des pratiques réussies et l'intégration de l'agroécologie paysanne dans les politiques agricoles nationales.

► Plaidoyer renforcé pour les Droits fonciers

Les recommandations formulées lors de la caravane doivent être suivies d'actions concrètes. Un plaidoyer continu auprès des autorités locales et nationales est indispensable pour garantir l'accès sécurisé à la terre pour les femmes et les jeunes, ainsi que la reconnaissance des droits coutumiers dans les lois foncières

► Création de réseaux de solidarité

La création de réseaux entre les différentes organisations de la société civile, les mouvements sociaux et les communautés est nécessaire pour renforcer la solidarité et l'engagement collectif. Ces réseaux peuvent faciliter la mise en œuvre de projets communs et la défense des droits des communautés.

► Sensibilisation et communication

Il est important de maintenir une communication active sur les enjeux abordés lors de la caravane. Des campagnes de sensibilisation peuvent être organisées pour informer le grand public et les décideurs sur les enjeux et défis liés à la gouvernance des ressources naturelles. L'utilisation des médias, y compris les réseaux sociaux, peut jouer un rôle clé dans cette sensibilisation.

► Suivi et évaluation des actions

Un mécanisme de suivi et d'évaluation doit être mis en place pour mesurer l'impact des actions entreprises suite à la caravane. Cela permettra d'ajuster les stratégies en fonction des résultats obtenus et d'assurer la pérennité des initiatives.

► Collaboration avec les autorités

Il est crucial de maintenir le dialogue avec les autorités politiques et administratives. Des rencontres régulières peuvent être organisées pour discuter des avancées des défis et des solutions à mettre en œuvre pour garantir la sécurité des ressources naturelles.

► Intégration des thématiques dans les politiques publiques

Les thématiques abordés lors de la caravane doivent être intégrées dans les politiques à tous les niveaux. Cela inclut la prise en compte des préoccupations des communautés dans les plans de développements local, national et régional.

X. Conclusion

Les perspectives qui émergent de la quatrième édition de la Caravane Ouest Africaine soulignent l'importance d'un engagement continu et d'une action collective pour faire face aux défis liés à la terre, à l'eau, aux semences paysannes et au climat. En renforçant les capacités des communautés, en soutenant les initiatives agroécologiques et en plaidant pour les droits fonciers, il est possible de construire un avenir durable équitable pour toutes les populations de la sous-région.

Ce document de capitalisation vise à structurer la réflexion et l'analyse des expériences vécues lors de la caravane, tout en tenant compte de la diversité des contextes et des résultats obtenus dans les cinq pays traversés. Il permettra de tirer des enseignements précieux pour renforcer l'impact des futures initiatives et d'assurer une continuité dans l'engagement des acteurs impliqués. En intégrant les spécificités locales, ce document contribuera à une meilleure compréhension des dynamiques sociales et des besoins des communautés concernées, tout en favorisant un apprentissage collectif et une amélioration continue des pratiques.

Enfin nous adressons nos vifs remerciements à tous les partenaires et tous les personnes (communautés, autorités traditionnelles, politique et administrative) qui ont contribué pour la réussite de cette quatrième Edition.

La caravane en images



La caravane en images





Caravane Ouest Africaine

Burkina Faso - Côte d'Ivoire - Mali - Sénégal - Gambie

**Droit à la terre, à l'eau et à l'agroécologie paysanne :
une lutte commune !**

NOS PARTENAIRES

Brot
für die Welt



**Grassroots
International**



11th Hour Project
The Schmitt Family Foundation

